



Dépêche n° 728814

Développement durable - RSE et Gouvernance

Par: Sabrina Dourlens - Publiée le 26/03/2025 à 17h50

[Lien dépêche](#)

🕒 6 min de lecture



Paquet omnibus : "C'est le premier jour d'un combat commun" (Dominique Potier)

Réunis en un véritable conseil de guerre, différents acteurs politiques, du monde syndical, associatif, universitaire et du secteur privé, ont échangé leurs points de vue sur les actions à mener pour combattre le paquet omnibus, visant la simplification de la CSRD et de la CS3D, lors d'une conférence organisée par Dominique Potier le 25 mars 2025. Le député socialiste a alerté sur le risque que cette bataille européenne autour de la dérégulation touche à son tour la France et menace la loi sur le devoir de vigilance.

"Huit ans après l'adoption de la loi sur le devoir de vigilance, c'est le premier jour d'un combat commun. Il y a neuf mois, en France et en Europe, l'extrême droite a rebattu les cartes, entraînant des reculs extraordinaires en matière de respect des droits humains et des normes environnementales. C'est une bascule inédite, qui préexiste à l'ère Trump. Nous sommes dans une nouvelle dimension politique, toutes les forces qui avaient combattu contre le reporting extrafinancier, le devoir de vigilance et la taxonomie, se sont réveillées. Nous avons besoin de créer une coalition très large, transpartisane", appelle le député Dominique Potier (socialiste, Meurthe-et-Moselle).

Le rapporteur de la loi sur le devoir de vigilance de 2017 a organisé le 25 mars à l'Assemblée nationale une conférence intitulée "Pour défendre les directives du pacte vert, plus que jamais, l'heure est à la vigilance", visant à mobiliser différentes parties prenantes contre le paquet omnibus proposé par la Commission européenne le 26 février qui vise la simplification notamment de la CSRD (reporting) et de la CS3D (devoir de vigilance).

"tronçonneuse et grand n'importe quoi"

Il s'agit d'abord d'une bataille politique, estime Pascal Canfin (Renew). "Aujourd'hui, il y a deux majorités possibles au Parlement européen : les pro-européens et l'alliance entre la droite et l'extrême droite. C'est la première fois que ça arrive. Soit on arrive à cadrer cette bataille, avec un espace de discussion, pour être en capacité de limiter les dégâts, soit c'est l'alternative de la tronçonneuse et du grand n'importe quoi. La proposition du Parlement pourrait alors être encore pire que l'omnibus allant jusqu'à la suppression des textes. Notre rôle est d'essayer de faire en sorte de garder le cap et la discussion."

"C'est un tournant dans l'histoire européenne. Il faut inventer un modèle européen de résistance, face aux offensives de Trump et Poutine, avec une majorité potentielle qui a la mission de détricoter tout ce qui a été fait. Une partie de la droite

européenne a vécu le mandat précédent comme une sorte de kidnapping dans lequel on les a obligés à accepter les lois écologistes et sociales. Ils prennent une revanche", analyse de son côté l'eurodéputé Raphaël Glucksmann (S&D).

Selon lui, "la manière de gagner le combat est de montrer que notre modèle est beaucoup plus efficace", mais "c'est compliqué de gagner ce combat quand, en votre sein, vous avez des gens devenus allergiques au mot norme". Il recommande aussi d'accepter la simplification de bonne foi. "Le problème est que ce que propose la Commission n'est pas de la simplification mais de la destruction, et cela rencontre un écho dans toute une partie de la droite au Parlement européen. On doit jongler entre nécessaire compromis et détricotage pur et simple", regrette-t-il.

défendre la souveraineté européenne

Pour Pascal Canfin, il s'agit aussi d'une bataille "plus large, géopolitique". "On reçoit des lettres presque tous les jours des membres du Congrès américain qui crient au scandale par rapport à ces textes extraterritoriaux et qui affirment que jamais les entreprises américaines ne se soumettront au droit européen. Ils sont aussi en train de passer une loi pour les empêcher de partager des données ([lire sur AEF info](#))", remarque-t-il. "Malgré les pressions, il faut tenir bon, résister et garder les éléments clés des textes. Nous sommes pour la simplification mais là, il est question de vider les textes de leur contenu, notamment en supprimant l'européanisation de la responsabilité juridique."

"L'enjeu, c'est la question du modèle européen, qui prend soin de la nature, des travailleurs, des citoyens", estime pour sa part l'eurodéputée Verte Marie Toussaint, qui rappelle que les États-Unis ont "un très grand nombre de lois extraterritoriales". "Quand on met en place des lois européennes, on défend la souveraineté européenne et on protège l'emploi sur le territoire européen."

bataille culturelle pour influencer les institutions

Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, fait également part de sa "vive inquiétude" face aux propositions de la Commission européenne, qui vont "à l'encontre de la défense de notre modèle économique". Elle appelle à un rassemblement le 1er avril devant le Parlement européen, au moment du vote sur le recours à la procédure d'urgence pour la directive "Stop the clock", visant à geler la mise en oeuvre des directives CSRD et CS3D.

Des mobilisations de ce genre sont nécessaires selon Raphaël Glucksmann, qui évoque également "une bataille culturelle pour influencer les institutions". "Lors de notre premier mandat, l'état d'urgence climatique avait été voté rapidement parce qu'il y avait des manifestations pour le climat. Aujourd'hui, les échos de la société ne sont pas du tout les mêmes, c'est trop de règles, trop de normes... Il y a une responsabilité à travailler en commun car le bruit qu'on entend dans la société permet d'inverser ou pas les rapports de force."

"normalisation du discours de dérégulation"

"Il s'agit aussi d'une lutte pour le droit et le sens du droit et des règles", souligne Antoine Lyon-Caen, avocat et professeur spécialiste du droit du travail. "Longtemps, l'UE n'a pas eu d'âme. Elle était conçue comme un espace de mouvements de marchandises, de services et de personnes. Cette réduction à un marché a fini par créer des frustrations. Peu à peu, elle a forgé son âme avec deux faces : la promotion des droits fondamentaux de la personne et la défense de l'environnement. Elle a opéré un grand saut il y a dix ans en obligeant les entreprises à veiller au respect de cette âme. Altérer les directives porte atteinte à cette conception de la citoyenneté européenne."

Pour Lucie Chatelain, responsable plaidoyer et contentieux pour LONG Sherpa, il faut lutter contre la "normalisation du discours de dérégulation au nom de la compétitivité et souveraineté". "Avant il y avait une certaine retenue mais aujourd'hui il y a une attaque brutale avec un discours plus large qui remet en cause le droit des femmes, des minorités, et toute approche scientifique."

la loi française menacée

Marie Toussaint s'indigne de la proposition d'exclure 80 % des entreprises. "C'est fait n'importe comment, en coupant dans le gras. Certaines entreprises de secteurs à risque, comme la plupart des entreprises minières qui sont des PME, devaient être couvertes par des obligations, elles ne le seront plus demain, c'est absolument insupportable. Ce n'est pas de la simplification mais l'extension du domaine de l'impunité."

L'eurodéputée attire aussi l'attention sur le fait que "cette dynamique politique au niveau européen — la dérégulation, l'alliance des droites — a un impact sur notre territoire". "L'enjeu n'est pas qu'européen", confirme Dominique Potier. "L'Afep demande dès aujourd'hui la fin de la loi française au nom de la concurrence déloyale. Suite à la dérégulation européenne, il y aura un amendement qui va débarquer dans je ne sais quelle loi pour arrêter la responsabilité civile de la loi française. Ça ne s'arrêtera pas. Ne croyez pas une seconde que la loi française est préservée. Ce qui se joue en Europe aura des impacts."

Pascal Demurger, mouvement Impact France

"J'ai besoin des textes du green deal car je ne sais pas piloter si ce n'est pas mesuré. J'ai aussi besoin de connaître mes fournisseurs et prestataires et leur contribution positive ou négative", affirme Pascal Demurger, coprésident du Mouvement impact France. En tant que DG de la Maif, entreprise de 10 000 salariés concernée par la première vague de reporting de la CSRD, il témoigne sur la mise en œuvre, dont le coût s'est élevé à environ sept ETP. "Ce qui n'est pas tant que ça, et beaucoup moins que pour les données financières. De plus, c'est forcément plus important la première année." Il déplore que l'omnibus "crée des vides, étant donné que la CSRD ne s'appliquerait pas aux grands groupes de moins de 1 000 salariés, qui sont dans la chaîne des groupes qui doivent rendre des comptes". Enfin, en tant qu'assureur, il rappelle que le coût du changement climatique devrait être "dix à douze fois supérieur à celui de la transition".

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'événements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info
